



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
3 Place de la Paix CS 50712
15007 AURILLAC cedex

Aurillac le 23 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ETECC

La Varenne - Route de Vichy
63430 Pont-du-Château

Références : 20240418-RAPINSP-15-105-CarrièreETECC_St-Poncy
Code AIOT : 0005601785

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2024 dans l'établissement ETECC implanté à « Le chassang » 15500 Saint-Poncy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de demande d'extension. Projet d'AP en cours de rédaction.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETECC
- le chassang 15500 Saint-Poncy
- Code AIOT : 0005601785
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de granit située à St Poncy. Production de granulats pour le BTP.

La qualité actuelle des matériaux génère une grande quantité de sable déclassé difficile à commercialiser en l'état actuel. L'exploitant souhaite atteindre une couche inférieure de meilleure qualité (- 15 m). Pour se faire une extension modérée est nécessaire. Les niveaux d'activité (120 000 t/an au max) et les installations sont inchangées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La présentation du projet par l'exploitant sur site est conforme au dossier. L'inspection présente les prescriptions spécifiques du projet d'AP et insiste sur les travaux préalables et notamment le nouveau bornage et clôture du périmètre modifié.

Les mesures ERC déclinées dans le dossier, reprises dans le projet d'AP, sont rappelées.

Les modalités de gestion de l'eau sont précisées par l'exploitant.

Sur le volet "déchets inertes", l'exploitant rappelle qu'il maintient la demande d'acceptation de DI extérieurs en vue du remblaiement. Il est informé des procédures d'acceptation et traçabilité qui s'imposent.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
PC1	Arrêté Préfectoral du 22/01/2008, article 5.4	Hauteur des fronts
PC2	Arrêté Préfectoral du 22/01/2008, article 9	Gestion des eaux
PC3	Autre du 15/04/2024, article 1	Projet d'arrêté préfectoral

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte tenu des constats et des échanges, le projet d'AP peut être proposé à la signature du préfet sans modificatif.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2008, article 5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités extraction
Prescription contrôlée : Hauteur front
Constats : Non conformité relevée sur Hauteur front Est lors de la dernière inspection (2021). Non conformité corrigée
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/01/2008, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : Recyclage eau station de lavage
Constats : Le lavage des matériaux est réalisé en saison favorable durant laquelle le bassin de fond de carreau

ne nécessite pas de pompage de régulation de niveau.

L'eau utilisée pour le lavage est pompée dans ce bassin. Après adjonction de polymère au cours du lavage, l'eau est rejetée dans 2 bassins de décantation dédiés en série, le trop plein revenant dans le bassin principal. Dans cette configuration aucun rejet dans le milieu extérieur n'est réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC3

Référence réglementaire : Autre du 15/04/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Projet nouvel AP suite DDAE

Prescription contrôlée :

Compatibilité prescriptions avec projet d'AP

Constats :

Dans le cadre de l'instruction du dossier d'extension de la carrière, l'inspection se rend sur site pour visualiser les demandes notamment relatives à l'extension proprement dite et au nouveau phasage intégrant la demande d'approfondissement de la carrière.

Il est rappelé à l'exploitant son obligation de bornage et sécurisation du périmètre conformément au nouveau dossier. Ces opérations sont à réaliser en priorité.

Un point sur le cycle de l'eau de lavage des matériaux restant inchangé dans le projet, est réalisé. Il en ressort que compte tenu de la configuration et du rythme annuel de préparation de matériaux, le principe de recyclage intégral est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite